

PRESSES
UNIVERSITAIRES
DE FRANCE

André Grjebine

La Nouvelle Économie internationale

*De la crise mondiale au
développement autocentré*

La nouvelle économie internationale

La nouvelle
économie
internationale

De la crise mondiale
au développement mondial

ANDRÉ GRJERINE

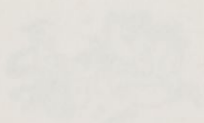
Docteur en Sciences Économiques

Chargé de Cours

au Collège de France et à l'Université de Paris

et à l'Institut National de la Recherche Économique

et à l'Institut National de la Recherche Économique



ÉDITIONS ECONOMICA - PARIS

16° R
27666

COLLECTION DIRIGÉE PAR PIERRE TABATONI

L'ÉCONOMISTE

65
33 NC

La nouvelle économie internationale

65-46

*De la crise mondiale
au développement autocentré*

ANDRÉ GRJEBINE

Docteur d'Etat ès Sciences économiques

Chargé de recherche

au Centre d'Etudes et de Recherches Internationales

de la Fondation Nationale des Sciences Politiques

Maître de conférences à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris



PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

01-16-05-1986-12443

La nouvelle
économie
internationale

De la crise mondiale
au développement autocratique

ANDRÉ GUYOT



ISSN 0531-6545

ISBN 2 13 039293 8

Dépôt légal — 1^{re} édition : 1980, décembre
3^e édition entièrement révisée : 1986, février

© Presses Universitaires de France, 1980
108, boulevard Saint-Germain, 75006 Paris

SOMMAIRE

REMERCIEMENTS.....	9
INTRODUCTION	11

PREMIÈRE PARTIE

La crise du libéralisme économique mondial

CHAPITRE PREMIER. — <i>Les fondements théoriques du développement extraverti</i>	19
1. La théorie de l'échange international	20
A) La loi des avantages comparatifs (David Ricardo)	21
B) La loi des valeurs internationales (John Stuart Mill)	23
C) La théorie des dotations en facteurs de production (E. Hecksher et B. Ohlin)	26
D) Le paradoxe de Leontief	27
E) La théorie du cycle du produit (Raymond Vernon)	29
F) Le développement en vol d'oies sauvages (Kaname Akamatsu)	30
G) La théorie du sentier d'expansion typique du marché (Staffan Burenstam Linder).....	32
H) La demande de différence (Bernard Lassudrie-Duchêne)	36
I) L'échange international favorise-t-il l'égalisation mondiale des économies ?	38
2. Le néo-mercantilisme d'inspiration keynésienne....	47

CHAPITRE II. — <i>La mutation du système monétaire international libéral</i>	55
1. Du troc à l'étalon-or	56
2. Le rôle international de la livre sterling et l'économie britannique	60
A) De la Révolution industrielle à l'éclosion internationale de la livre sterling	61
B) Les étapes de la décadence : des difficultés économiques internes à l'érosion progressive du statut international de la livre sterling	68
3. De la suprématie mondiale du dollar au développement du marché des euro-devises	76
A) Le statut international du dollar et le <i>benign neglect</i> américain	80
B) Les risques de crise induits par l'expansion du marché des euro-devises	84
4. Un système monétaire multipolaire ?	109
A) Les premiers pas de la multipolarisation	109
B) Une extraversion forcée de l'Allemagne ?	116
 CHAPITRE III. — <i>Les nouveaux déséquilibres économiques internationaux</i>	 125
1. Les principaux arguments en faveur d'un renforcement de la spécialisation internationale	127
A) Les arguments physiques	127
B) Les arguments économiques	128
C) Les arguments sociaux	130
D) Les arguments politiques et moraux	131
2. Les aspects particuliers des échanges entre pays inégalement développés	132
A) Les leçons du passé	132
B) Concurrence stimulante et concurrence inégale	134
C) Commerce aliénant et commerce sans dépendance	136
3. Les risques d'un renforcement de la division internationale du travail pour les pays en développement	137
A) Le « modèle occidental » ou la « déraison du mimétisme »	138

B) Les produits de base : panacée, palliatif ou boomerang ?	144
C) Une transposition du « schéma colonial » sur le plan industriel : besoins fondamentaux ou besoins des autres ?	152
— Le développement par l'exportation : la voie coréenne	155
4. Les risques d'un renforcement de la division internationale du travail pour les pays industrialisés à économie de marché	165
A) La « crise énergétique »	166
B) Une concurrence croissante des pays en développement	169
C) Du chômage à la bureaucratisation des économies	174
D) Nouvelles dépendances et nouvelles menaces... ..	184
E) La pernicieuse logique du « tonneau des Danaïdes »	186
— La politique économique française : de l'orthodoxie budgétaire à l'« impératif mondial » ..	188

DEUXIÈME PARTIE

*Les conditions internationales
d'un développement équilibré des économies*

CHAPITRE IV. — <i>Vers un développement autocentré des régions du monde</i>	205
1. Les critères d'un redéploiement mondial des activités	206
A) Les « préférences nationales de structure »	207
B) Demande mondiale ou demande domestique ?	209
— Le « modèle japonais »	212
2. Une insertion « par paliers » des pays en développement dans les échanges internationaux de produits manufacturés	221
3. De nouvelles règles pour les échanges interzones ..	225
A) Un renforcement de l'autonomie des régions du monde	226
B) Un code de « concurrence loyale »	233

CHAPITRE V. — <i>La réforme évolutive du système monétaire international</i>	238
1. Du flottement des monnaies aux changes ajustables	240
A) Un contexte international difficile	240
B) La spéculation partiellement annihilée	242
C) La dépréciation : une sanction inévitable ? ...	245
D) Un flottement contrôlé ?	251
E) Vers des changes ajustables	254
2. Le DTS, embryon d'une monnaie exclusivement internationale	263
A) La nature du DTS	263
B) La définition du DTS	267
C) Le DTS, numéraire du système monétaire international	268
D) Le DTS peut-il devenir le principal instrument de réserve du <i>SMI</i> ?	270
E) Le DTS doit-il accéder dans des circuits privés ?	272
F) Faut-il limiter les réserves des banques centrales ?	274
3. De l'assistance financière aux pays en difficulté à une politique monétaire mondiale	276
A) Une déprivatisation des créances sur le Tiers Monde	279
B) Vers une politique mondiale de régulation de la conjoncture	289
CHAPITRE VI. — <i>Développement autocentré et Communauté économique européenne : les perspectives du Système monétaire européen</i>	293
1. Un renforcement de la solidarité monétaire européenne	295
2. Un système de changes ajustables	300
3. Les fonctions possibles de l'écu	303
4. Esquisse d'une nouvelle politique économique européenne	306
CONCLUSION	315
BIBLIOGRAPHIE	319
LISTE DES TABLEAUX	327
LISTE DES FIGURES	329

Remerciements

Une première version de cette étude a été présentée comme thèse de doctorat d'Etat ès sciences économiques à l'Université de Paris I Panthéon-Sorbonne. Le jury présidé par M. Jean-Marcel Jeanneney comprenait également M. Jean-Claude Casanova et M. Bernard Lassudrie-Duchêne, directeur de thèse. Je voudrais leur exprimer ici ma profonde gratitude pour les conseils qu'ils m'ont donnés et les encouragements qu'ils m'ont toujours prodigués.

M. Hubert Calloud, directeur adjoint à la Banque de France, a bien voulu relire ce manuscrit et me faire part de ses critiques et de ses suggestions. Je voudrais lui manifester ma vive reconnaissance.

Mes remerciements s'adressent également à toutes les personnalités qui ont bien voulu me recevoir, répondre à mes nombreuses questions, m'aider dans cette recherche aussi bien à Paris que dans les Pays scandinaves, à Séoul et à Tokyo.

Je voudrais aussi remercier M. Henri Guitton, directeur de la *Revue d'Economie politique*, M. François de Juvigny, directeur de la revue *Banque*, ainsi que la Direction du journal *Le Monde* qui m'ont autorisé à reproduire des passages d'articles précédemment publiés dans leur publication.

Par ailleurs, les idées exprimées dans cet ouvrage ont été considérablement enrichies par les nombreuses et fructueuses discussions que j'ai eues avec mes amis Jean Coussy, Tovy Grjebine, Raj Vraj Joshi, Michel Lelart et Michel Sollogoub. Ce dernier a, en outre, relu le manuscrit et

suggéré des améliorations substantielles. Qu'ils trouvent ici l'expression de ma gratitude.

La troisième édition de cet ouvrage a été revue et augmentée avec le concours d'Emmanuelle Ferrieux, Raj Vraj Joshi, Marie-Cécile Potier et Frédérique Sachwald.

Enfin, ce travail n'a pu être mené à bien que grâce au cadre stimulant et propice à la réflexion que m'a offert le Centre d'Etudes et de Recherches internationales de la Fondation nationale des Sciences politiques de Paris.

Introduction

Longtemps considérée comme un élément moteur de la croissance, l'ouverture des économies apparaît aujourd'hui comme la cause majeure de leur fragilité. La contrainte extérieure s'impose à tous les aspects de la vie économique et sociale. Alors que les pays industrialisés étaient parvenus à maîtriser tant bien que mal leur développement, ils en sont réduits maintenant à tenter d'amortir les conséquences les plus brutales de décisions prises ailleurs. Des remèdes adaptés pour lutter contre des fluctuations de la conjoncture nationale se révèlent inefficaces pour combattre une crise dont les aspects internationaux sont dominants. Tout au plus, ces pays peuvent-ils aménager leurs structures industrielles afin de faire face aux augmentations du prix du pétrole en exportant davantage. En attendant la réussite problématique de ce « redéploiement industriel », ils cherchent à réduire leurs importations de pétrole en limitant leur consommation d'énergie. Pour ce faire, les Etats occidentaux maintiennent une croissance ralentie de leur économie. Ce remède drastique n'est qu'un palliatif. Chaque nouvelle hausse du prix du pétrole nécessite un nouveau durcissement de la politique d'austérité. Le chômage augmente. L'inflation subsiste. L'équilibre extérieur demeure précaire. Les économies occidentales sont à la merci d'un ébranlement de la fragile stabilité du golfe Persique.

La situation des pays en développement non exportateurs de pétrole est beaucoup plus grave encore. L'endettement de l'ensemble de ces pays ne cesse de croître. Mis à part les pays pétroliers les mieux pourvus, rares sont les

pays en développement qui peuvent compter sur une hausse des prix des matières premières pour assurer leur décollage. Bien au contraire. Pour la majorité des nations pauvres, l'augmentation de ces prix, en premier lieu celle du pétrole, constitue un handicap supplémentaire.

En même temps, les pays qui ont tenté de se développer en exportant des produits manufacturés vers les pays riches sont confrontés à des déséquilibres tant domestiques qu'internationaux qui hypothèquent leur développement. Fondé sur l'essor de production répondant au modèle occidental de consommation, ce type de développement ne peut satisfaire la demande de la majeure partie de la population qui ne dispose généralement pas du pouvoir d'achat nécessaire pour se conformer à ce modèle. En outre, ce développement tourné vers l'exportation entraîne un accroissement des inégalités entre les villes et les campagnes aussi bien qu'entre les catégories sociales. Enfin, les pays qui adoptent cette voie deviennent très vulnérables aux variations des prix et de la demande des produits qu'ils exportent, aux fluctuations de la conjoncture mondiale, aux politiques économiques et commerciales des pays industrialisés, aux stratégies des firmes transnationales qui modifient souvent la localisation de leurs activités en fonction des avantages qui leur sont accordés ici ou là. Tous ces éléments favorisent les tensions sociales et exacerbent un sentiment d'hostilité à l'égard des pays occidentaux rendus responsables des difficultés du Tiers Monde. Longtemps présentés comme les meilleurs exemples du développement extraverti, l'Iran et la Corée du Sud s'enfoncent aujourd'hui dans la crise. Cette évolution devrait mettre en garde les pays en développement qui comptent trop exclusivement sur leurs exportations pour se développer. Elle montre aussi les risques que prennent les pays industrialisés en encourageant le Tiers Monde à s'engager dans cette voie dangereuse.

Les menaces extérieures s'amoncellent sur les pays pauvres comme sur les pays occidentaux. Pourtant, pour y faire face, la plupart des gouvernements adoptent une stratégie

identique : une intégration toujours plus poussée de leur pays dans l'économie mondiale. C'est que les avantages du libre-échange n'ont pas été remis en question au cours des trente dernières années sauf par certains économistes du Tiers Monde. L'essor du commerce international n'a-t-il pas accompagné la plus grande période de prospérité de l'Histoire ?

La crise économique actuelle montre l'incompatibilité qui existe entre des politiques internes privilégiant le développement équilibré des économies, le plein emploi et une approche libérale des relations économiques internationales.

La « Révolution keynésienne » qui s'est imposée dans la gestion interne des économies n'a pas eu d'équivalent dans les conceptions prévalant en matière d'échanges internationaux. Certes, le dogme du libre-échange a été ébréché par des critiques ponctuelles, mais la toile de fond théorique des débats sur les politiques économiques extérieures reste une combinaison simplifiée et normative de la doctrine ricardienne et du néo-mercantilisme.

Ainsi a été rompue la cohérence existant précédemment entre les politiques économiques intérieure et extérieure sans qu'une nouvelle logique la remplace. Il est vrai que le libéralisme économique avait conduit à l'alternance de phases de croissance et de récession, au chômage, aux crises. En effet, dans le système classique, les équilibres — tant nationaux qu'internationaux — étaient censés s'établir automatiquement pour peu que les gouvernements n'empêchent pas le fonctionnement des mécanismes régulateurs.

Au libéralisme prévalant sur le plan interne devaient répondre, à l'échelle mondiale, le libre-échange, la division internationale du travail, les mécanismes de l'étalon-or. Cette optique conduisait logiquement à privilégier l'équilibre extérieur fût-ce au détriment de la croissance interne. Par exemple, l'apparition d'un déficit avec l'étranger entraînait une récession dont on attendait qu'elle permette le rétablissement automatique de l'équilibre compromis. De surcroît, des relents de mercantilisme se greffant sur cette

conception classique, le développement extraverti des économies apparaissait comme un idéal. En effet, il facilitait l'équilibre extérieur, favorisait la spécialisation internationale, assurait des entrées d'or.

En pratique, tous les pays sont loin d'avoir toujours observé un non-interventionnisme conforme à la doctrine classique. L'étude des mécanismes de l'étalon-or montre qu'à plusieurs reprises des politiques monétaires visant à contrarier la régulation des économies par la récession ont été mises en œuvre. De même, rares sont les gouvernements qui n'ont pas recouru à des mesures protectionnistes quand leurs intérêts immédiats étaient en jeu. Il n'en demeure pas moins que la théorie classique constituait la principale référence et les politiques qui s'en écartaient ne se réclamaient généralement pas d'une nouvelle cohérence économique mais apparaissaient comme des mesures défensives et, en principe, temporaires. Même le protectionnisme prôné par son principal théoricien, Friedrich List, était présenté comme une exception en faveur d'« industries dans l'enfance ».

J.-M. Keynes, lui-même, avait clairement perçu la nécessité d'une rupture simultanée avec les aspects domestiques et internationaux de la doctrine libérale. Parallèlement à la politique anticyclique qu'il préconisait, il avait également proposé une nouvelle conception des relations économiques internationales privilégiant le développement interne des nations. Le Plan qu'il avait présenté lors des négociations qui devaient aboutir en 1944 aux Accords de Bretton Woods témoigne de cette optique nouvelle. Malheureusement, ce plan ne fut pas adopté et, de manière générale, les idées de Keynes en matière internationale furent loin d'avoir la même audience que celles qu'il avait émises en ce qui concerne la gestion interne des économies.

De ce fait, la contradiction entre des politiques économiques internes « keynésiennes » et une approche « libérale » des relations internationales non seulement subsista, mais fut même amplifiée par les Accords de Bretton Woods. Alors que l'équilibre des balances de paiements continuait

à reposer sur l'ajustement des économies, les politiques anticycliques pratiquées dorénavant par la plupart des gouvernements s'opposaient à de tels ajustements. Le ralentissement de l'économie, avec pour corollaire le chômage, n'était plus considéré comme un moyen acceptable pour supprimer un déficit extérieur sans qu'aucun autre remède ait été explicitement prévu pour lutter contre les déséquilibres internationaux. La croissance exceptionnellement rapide tant de la plupart des pays occidentaux que du commerce international masqua d'abord cette contradiction. Mais, dès les années soixante, des déséquilibres croissants des balances de paiements, notamment du Royaume-Uni et des Etats-Unis, provoquèrent des crises monétaires de plus en plus fréquentes, de plus en plus fortes. En définitive, les changes fixes furent abandonnés en mars 1973. Cependant, la réforme du système monétaire international, entreprise alors, fut sinon abandonnée, du moins retardée durablement en raison du déclenchement de la crise pétrolière.

Depuis lors, la crise n'est plus cantonnée aux relations monétaires internationales mais englobe la plupart des aspects de la vie économique. En même temps, le succès de la politique menée par l'OPEP depuis 1973 encourage d'autres pays en développement à formuler de plus en plus vigoureusement des exigences toujours plus importantes. Cependant, si l'organisation des échanges internationaux qui a prévalu jusqu'à ces dernières années est remise en question, aucune approche nouvelle du développement économique mondial ne recueille actuellement une large adhésion non seulement au niveau planétaire, mais même au sein de chacune des parties en présence.

Dans le Tiers Monde, de nombreux gouvernements ne comptent pour assurer le décollage économique de leur pays que sur son intégration dans une division internationale du travail renforcée. En conséquence, ils exigent une ouverture croissante des marchés occidentaux à leurs produits. Au contraire, certains économistes attribuent à l'« impérialisme » des grandes puissances la responsabilité du sous-

développement de leurs pays. Ils ne voient donc d'issue que dans une réorientation de ces pays vers un développement autocentré, c'est-à-dire fondé sur une production orientée principalement, sinon exclusivement, vers la satisfaction de leurs propres besoins. D'autres vont encore plus loin en prônant un refus des investissements étrangers, voire de la coopération économique avec les pays occidentaux.

Au sein des pays industrialisés à économie de marché, des voix discordantes se font également entendre. Les uns préconisent un redéploiement mondial des activités allant dans le sens d'une spécialisation internationale accrue. Pour ce faire, ils acceptent une augmentation durable du chômage et une dépendance économique plus forte. Les autres considèrent que les coûts d'un renforcement de la division internationale du travail seront extrêmement élevés aussi bien pour les pays industrialisés que pour les pays pauvres. Une telle évolution leur paraît tout à fait inacceptable. Ils sont donc favorables à un développement plus autonome des grandes régions du monde.

En réalité, de nombreuses expériences suggèrent que si une dépendance excessive vis-à-vis de l'extérieur est un facteur de fragilité et de crise, les tentatives de développement autarcique sont le plus souvent vouées à l'échec, voire à la catastrophe.

Il s'agit donc aujourd'hui de dépasser les dogmatismes libéraux ou marxistes qui ont fait la preuve de leur nocivité, pour faciliter l'éclosion d'une nouvelle vision de l'économie mondiale et rechercher les conditions internationales d'un *développement autocentré des régions du monde* aussi éloigné d'un repli sur soi autarcique que du libre-échange anarchique actuel.

Pour ce faire, il paraît nécessaire de renverser l'ordre des priorités et de privilégier dorénavant les exigences internes de chaque pays, de chaque région du monde. Chacune de ces régions devrait rechercher un développement équilibré en évitant des spécialisations trop étroites et en préservant en son sein une gamme aussi complète que possible d'acti-

vités. Dans cette perspective, le système international devrait assurer aux gouvernements la plus grande liberté possible pour mener les politiques économiques les plus adaptées à leurs objectifs internes.

L'objet de cet ouvrage est de montrer la nécessité et d'étudier les conditions d'une telle organisation de l'économie mondiale.

the first of these was the establishment of a national bank in 1791. This was done by Alexander Hamilton, who was then Secretary of the Treasury. The bank was intended to provide a stable currency and to facilitate the growth of the young nation's economy. It was the first of many institutions that were created by the federal government in the early years of its existence.

The second of these was the establishment of a national judiciary in 1789. This was done by the framers of the Constitution, who created the Supreme Court and the lower federal courts. The judiciary was intended to provide a system of checks and balances and to ensure that the laws of the United States were properly interpreted and enforced. It was the first of many institutions that were created by the federal government in the early years of its existence.

The third of these was the establishment of a national postal service in 1792. This was done by the framers of the Constitution, who created the Post Office and the network of post offices that would eventually cover the entire country. The postal service was intended to provide a means of communication and to facilitate the growth of the young nation's economy. It was the first of many institutions that were created by the federal government in the early years of its existence.

The fourth of these was the establishment of a national system of public education in 1783. This was done by the framers of the Constitution, who created the Department of Education and the network of public schools that would eventually cover the entire country. The public education system was intended to provide a means of education and to facilitate the growth of the young nation's economy. It was the first of many institutions that were created by the federal government in the early years of its existence.

The fifth of these was the establishment of a national system of public health in 1798. This was done by the framers of the Constitution, who created the Department of Health and the network of public health facilities that would eventually cover the entire country. The public health system was intended to provide a means of health care and to facilitate the growth of the young nation's economy. It was the first of many institutions that were created by the federal government in the early years of its existence.

PREMIÈRE PARTIE

La crise du libéralisme économique mondial

CHAPITRE PREMIER

Les fondements théoriques du développement extraverti

Deux grands courants de la pensée économique ont joué un rôle prépondérant dans l'élaboration et la propagation de la conception d'un développement économique tourné vers l'extérieur, d'un développement extraverti : la théorie de l'échange international apparue avec Adam Smith et surtout David Ricardo ; la théorie mercantiliste qui a été partiellement reprise, avec une formulation nouvelle, par J.-M. Keynes et certains de ses successeurs.

Ces deux courants de pensée se sont intéressés à des aspects complètement différents de l'échange international. David Ricardo et les économistes qui ont approfondi sa théorie ont surtout recherché les conditions nécessaires pour que l'échange international ait lieu et se révèle avantageux pour les pays qui y participent. Les présentations successives de la *Théorie de l'échange international* débouchent, le plus souvent, au moins implicitement, sur une

apologie — plus ou moins conditionnelle — du libre-échange. Cependant, au fur et à mesure que cette *Théorie* s'est affinée, les conditions qui devaient être réunies pour que l'échange international puisse se faire de manière avantageuse pour tous les partenaires sont apparues de plus en plus complexes et restrictives. En revanche, l'École mercantiliste et les néo-mercantilistes d'inspiration keynésienne, sans se prononcer en règle générale en faveur du libre-échange, ont mis l'accent sur les avantages qu'un pays peut espérer retirer non de l'échange international en tant que tel mais d'un développement de ses seules exportations.

Alors que ces deux courants de pensée apparaissent comme largement opposés, c'est souvent une combinaison simplifiée et normative de ces deux théories qui s'est diffusée avec le plus de succès et qui imprègne encore maintenant de nombreuses réflexions sur les échanges internationaux et le « Nouvel ordre économique mondial », notamment au sein des organismes officiels et des gouvernements.

I. LA THÉORIE DE L'ÉCHANGE INTERNATIONAL

En 1776, Adam Smith écrit dans les *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations* :

« La maxime de tout chef de famille prudent est de ne jamais essayer de faire chez soi la chose qui lui coûtera moins à acheter qu'à faire. Le tailleur ne cherche pas à faire ses souliers, mais il les achète au cordonnier ; le cordonnier ne tâche pas de faire ses habits, mais il a recours au tailleur ; le fermier ne s'essaye point à faire les uns ni les autres, mais il s'adresse à ces deux artisans et les fait travailler. Il n'y en a pas un d'eux tous qui ne voie qu'il y va de son intérêt d'employer son industrie tout entière dans le genre de travail dans lequel il a quelque avantage sur ses voisins, et d'acheter toutes les autres choses dont il peut avoir besoin, avec une partie du produit de cette industrie, ou, ce qui est la même chose, avec le prix d'une partie de ce produit. Ce qui est prudence dans la conduite de chaque famille en particulier ne peut guère être folie dans celle d'un grand empire. Si un pays étranger peut nous fournir une marchandise à meilleur marché

que nous ne sommes en état de l'établir nous-mêmes, il vaut bien mieux que nous la lui achetions avec quelque partie du produit de notre propre industrie, employée dans le genre dans lequel nous avons quelque avantage » [21, p. 257-258]¹.

Tel est le principe de base qui fonde toute la théorie de l'échange international. Ricardo, Stuart Mill, Hecksher, B. Ohlin, Burenstam Linder, etc. vont expliciter, préciser, circonscrire les conditions de l'échange international, mais la logique générale à laquelle on se réfère encore aujourd'hui pour justifier la division internationale du travail est bien celle qu'énonce Adam Smith.

A) *La loi des avantages comparatifs (David Ricardo)*

Adam Smith raisonnait en termes de coûts absolus. David Ricardo, lui, compare les coûts relatifs d'un même produit dans deux pays. Chaque pays aura intérêt à se spécialiser dans la production de la marchandise pour laquelle il a la plus grande supériorité ou la moins grande infériorité, celle dont le coût relatif est le plus bas.

« Un pays qui, par sa supériorité dans les machines et l'habileté de ses ouvriers, fabrique avec une plus grande économie de main-d'œuvre que ses voisins, peut, avec les produits de son industrie, faire venir du dehors le blé nécessaire à sa consommation, lors même que son sol serait plus fertile et que le blé y pousserait avec moins de travail que dans le pays d'où il tirerait son approvisionnement. Supposons deux ouvriers sachant l'un et l'autre faire des souliers et des chapeaux : l'un d'eux peut exceller dans les deux métiers ; mais, en faisant des chapeaux, il ne l'emporte sur son rival que d'un cinquième, ou de 20 %, tandis qu'en travaillant à des souliers, il a sur lui un avantage d'un tiers, ou de 33 %. Ne serait-il pas de l'intérêt de tous les deux que l'ouvrier le plus habile se livrât exclusivement à l'état de cordonnier, et le moins adroit à celui de chapelier ? » [19, p. 106].

1. Les chiffres entre crochets renvoient à la Bibliographie placée à la fin de l'ouvrage.

Un raisonnement similaire peut être appliqué aux relations entre nations :

Soit deux pays — l'Angleterre et le Portugal — qui produisent deux biens : du drap et du vin. Pour fabriquer la même quantité de drap, le travail de 100 hommes par an est nécessaire en Angleterre alors que 90 hommes suffisent au Portugal. De même, pour fabriquer la même quantité de vin, le travail de 120 hommes par an est nécessaire en Angleterre alors que cette production est réalisée par seulement 80 hommes au Portugal².

Si on compare les coûts de production de ces deux biens dans les deux pays, on trouve donc :

— pour le vin : $\frac{80}{120} = 0,66$, c'est-à-dire que la productivité

des viticulteurs britanniques ne représente que 66 % de celle de leurs confrères portugais ;

— pour le drap : $\frac{90}{100} = 0,9$, c'est-à-dire que la productivité

des fabricants de drap britanniques atteint 90 % de celle des fabricants portugais.

Par conséquent, le Portugal détient un avantage comparatif pour le vin et l'Angleterre pour le drap.

Si, conformément à la loi de Ricardo, chaque pays se spécialise exclusivement dans le bien pour lequel il détient un avantage comparatif, pour la même quantité de travail que précédemment, le Portugal produira :

$$\begin{aligned} \frac{PI^* \times 90}{80} &= 1,125 \text{ (production supplémentaire) } + PI \\ &= 2,125 \text{ unités de vin} \end{aligned}$$

* PI = production initiale prise ici comme unité.

2. Le raisonnement de Ricardo se fonde sur plusieurs hypothèses complémentaires : coûts de transport nuls, parfaite mobilité internationale des biens, mobilité seulement nationale des facteurs de production, rendements constants.

Pendant le même laps de temps, et pour la même quantité de travail que précédemment, l'Angleterre produira :

$$\begin{aligned} \frac{PI \times 120}{100} &= 1,2 \text{ (production supplémentaire) } + PI \\ &= 2,2 \text{ unités de drap.} \end{aligned}$$

Par conséquent, une spécialisation internationale fondée sur la loi des avantages comparatifs permettrait une augmentation simultanée de la production mondiale de vin et de la production mondiale de drap.

Reste à savoir si cette division internationale du travail serait également avantageuse pour les deux partenaires.

Supposons que le Portugal ne consomme qu'une unité de vin et désire donc vendre à l'Angleterre 1,125 unité de vin et que celle-ci ne consomme qu'une unité de drap et désire donc vendre au Portugal 1,2 unité de drap. Pour que la spécialisation apparaisse à chacun d'eux comme étant supérieure à l'autarcie, il faut que le Portugal puisse obtenir en échange de son exportation de vin plus d'une unité de drap et que l'Angleterre puisse obtenir en échange de son exportation de drap plus d'une unité de vin. La transaction devrait donc se conclure dans une fourchette située entre 1 unité de drap pour 1,125 unité de vin et 1,2 unité de drap pour 1 unité de vin (c'est-à-dire 1 unité de drap pour 0,83 unité de vin). Si tel est le cas, l'application de la loi des avantages comparatifs se révélerait avantageuse non seulement d'un point de vue mondial, mais également pour chacune des deux nations concernées.

B) *La loi des valeurs internationales*
(John Stuart Mill)

Ricardo indique à quelles conditions l'échange est possible entre deux pays. John Stuart Mill montre à quel prix s'effectuera cet échange.

« Les produits d'un pays s'échangent contre les produits des autres pays à des valeurs telles que la totalité de ses exportations puisse payer la totalité de ses importations. Cette loi des valeurs internationales n'est qu'une extension de la loi plus générale de la valeur que nous avons appelée l'équation de l'offre et de la demande... Les pays qui bénéficient le plus du commerce extérieur sont ceux dont les produits sont le plus demandés à l'étranger et qui demandent le moins de produits étrangers » [15].

Supposons deux pays — l'Angleterre et l'Allemagne — produisant deux biens — du drap et de la toile — et vivant tous deux en autarcie. Les rapports d'échange au sein de chacun d'eux sont :

— en Allemagne : 10 yards de drap = 20 yards de toile ;

— en Angleterre : 10 yards de drap = 15 yards de toile.

En application de la loi des coûts comparatifs, les deux pays ont intérêt à s'ouvrir aux échanges extérieurs en se spécialisant, l'un dans la production de drap (Angleterre), l'autre dans la production de toile (Allemagne).

L'échange extérieur sera avantageux pour l'Allemagne si pour 20 yards de toile, elle obtient au moins 10 yards de drap. Il le sera pour l'Angleterre, si pour 10 yards de drap, elle obtient au moins 15 yards de toile. Par conséquent, le prix d'échange devra se situer entre 15 et 20 yards de toile pour 10 yards de drap.

Supposons un prix d'échange de 18 yards de toile = 10 yards de drap. Supposons également qu'à ce prix, l'Allemagne désire vendre 486 yards de toile (et donc acheter 270 yards de drap) et l'Angleterre désire vendre 200 yards de drap (et donc acheter 360 yards de toile).

On constate qu'à ce prix, l'offre de toile dépasse la demande alors que la demande de drap est supérieure à l'offre. L'Allemagne ne pourra donc pas écouler toute sa production de toile et, au contraire, ne parviendra pas à acheter la quantité de drap qu'elle désirait.

Conformément à la loi de l'offre et de la demande, le rapport d'échange drap/toile va se modifier jusqu'à ce que l'offre et la demande des deux biens s'égalisent.

Supposons que tel sera le cas pour un rapport d'échange de 19 yards de toile pour 10 yards de drap. A ce prix, l'Allemagne vendra, par exemple, 418 yards de toile et achètera, par conséquent, 220 yards de drap et l'Angleterre vendra 220 yards de drap et achètera 418 yards de toile.

On voit que, dans cet exemple, l'Angleterre a davantage bénéficié de l'échange international que l'Allemagne. Ce résultat confirme la loi de Stuart Mill selon laquelle le pays qui gagne le plus à l'échange international est celui dont les produits sont le plus demandés à l'étranger et qui demande lui-même le moins de produits à l'étranger.

De manière plus générale, John Stuart Mill montre que le partage des avantages de l'échange international entre deux pays dépend de l'élasticité de la demande d'importation de chacun d'eux.

Supposons maintenant que l'échange international se faisant sur la base de 10 yards de drap pour 17 yards de toile, une amélioration de la technique de production permette à l'Allemagne d'obtenir, pour la même quantité de travail que précédemment, 30 yards de toile au lieu de 20. Quel sera le nouveau rapport d'échange international ?

1) Si l'élasticité de la demande anglaise est égale à 1, celle-ci va augmenter d'un pourcentage égal à celui de la baisse du prix de la toile exprimé en drap et la dépense totale de l'Angleterre — c'est-à-dire la quantité de drap qu'elle exporte en échange de la toile — ne sera pas modifiée. Le nouveau rapport d'échange s'établira à :

$$10 \text{ yards de drap} = \frac{17 \times 3}{2} = 25,5 \text{ yards de toile.}$$

Par conséquent, l'Allemagne ne tirera aucun bénéfice de la baisse du prix de revient de la toile et l'Angleterre en tirera tout le bénéfice.

2) Si l'élasticité de la demande anglaise d'importation est supérieure à 1, elle augmentera plus que proportionnellement à la baisse du prix de la toile et la dépense anglaise

s'accroîtra. Le nouveau rapport d'échange se situera entre 17 et 25,5 yards de toile pour 10 yards de drap. Le bénéfice du progrès technique se partagera entre les deux pays.

3) Si l'élasticité de la demande anglaise est inférieure à 1, elle augmentera dans une proportion inférieure à la baisse du prix de la toile et sa dépense diminuera. Le nouveau rapport d'échange sera de plus de 25,5 yards de toile pour 10 yards de drap. Non seulement l'Allemagne ne tirera aucun bénéfice du progrès technique qu'elle a réalisé mais, de plus, l'avantage qu'elle retirait du commerce international diminuera et deviendra nul si l'élasticité de la demande anglaise est égale à zéro. Dans ce cas, en effet, la baisse du prix de la toile n'entraînera aucune augmentation de la demande anglaise.

C) *La théorie des dotations en facteurs de production*
(E. Hecksher et B. Ohlin)

Ricardo avait déjà remarqué que la distribution du travail « est toujours meilleure lorsque chaque pays produit les choses qui s'accordent le mieux avec son climat, sa situation et ses autres avantages naturels ou artificiels, et lorsqu'il les échange pour les marchandises des autres pays » [19, p. 103]. Elie Hecksher et Bertil Ohlin vont approfondir ces différences de coûts comparatifs en expliquant l'échange international par l'abondance ou la rareté relative des divers facteurs de production dont sont dotés les pays :

« Une différence de rareté relative des facteurs de production entre deux pays est donc une condition nécessaire pour qu'il y ait différence des coûts comparés et par conséquent commerce international. Condition supplémentaire et indispensable : la combinaison des facteurs de production ne doit pas se faire dans les mêmes proportions pour les deux biens. Si cette seconde condition n'est pas satisfaite, le prix relatif des deux biens resterait identique dans tous les pays, quelles que soient les différences dans les prix relatifs des facteurs »³.

3. Elie HECKSHER, *L'effet du commerce international sur la répartition du revenu* (1919) reproduit dans [9].

Soit deux pays, l'Angleterre qui dispose en abondance de capital et de travail mais n'a que peu de terre, et l'Australie qui dispose en abondance de terre mais n'a que peu de travail et de capital.

En Australie, le coût comparatif de la terre est faible, alors qu'en Angleterre c'est les coûts comparatifs du travail et du capital qui sont les plus faibles. En conséquence, l'Australie a intérêt à se spécialiser dans des productions agricoles utilisant en abondance le facteur « terre », l'Angleterre a intérêt à se spécialiser dans les produits manufacturés qui demandent beaucoup de travail et de capital.

Chaque pays a donc intérêt à se spécialiser dans les productions utilisant les facteurs qu'il possède en abondance par rapport aux autres pays, à exporter de telles productions et à importer des biens « renfermant » des facteurs qui lui manquent.

Une telle division internationale du travail entraîne un certain nivellement des prix des facteurs de production. En effet, en Australie, le développement de la production agricole en vue de l'exportation amène un accroissement de la demande de terre et donc une augmentation du prix de celle-ci. Au contraire, en Angleterre, la production agricole diminuant en raison des importations de produits agricoles australiens, la demande de terre baisse, ce qui entraîne une diminution de son prix. En même temps, le développement de la production anglaise de produits manufacturés pour l'exportation provoque une demande accrue de capital et de travail et, par conséquent, un renchérissement des prix de ces deux facteurs de production.

Il apparaît donc que l'échange international réduit les différences de prix des facteurs de production qui existent entre les nations.

D) *Le paradoxe de Leontief*

Pour vérifier le bien-fondé de la théorie des dotations en facteurs de production, Wassili Leontief a étudié la structure du commerce des États-Unis en 1947 et 1952.

Selon « ce qui apparaît être une hypothèse de bon sens : ce pays possède un avantage comparatif dans la fabrication de biens dont la production utilise de grandes quantités de capital et des quantités relativement faibles de travail »⁴. On pourrait donc supposer que les Etats-Unis exportent des biens contenant davantage de capital que de travail et importent, au contraire, des biens contenant beaucoup de travail et peu de capital.

Ne disposant pas des données nécessaires pour connaître le rapport capital-travail dans la production à l'étranger des biens importés aux Etats-Unis, Leontief compare ce rapport dans les exportations des Etats-Unis, d'une part, dans la production américaine de biens concurrençant les importations d'autre part. Il parvient alors à la conclusion paradoxale que

« la participation américaine à la division internationale du travail repose sur une spécialisation caractérisée par des types de production comprenant relativement plus de travail que de capital. En d'autres termes, ce pays participe à l'échange international en vue d'économiser son capital et d'utiliser son surplus de main-d'œuvre, plutôt que l'inverse. L'opinion généralement répandue selon laquelle — comparée au reste du monde — l'économie des Etats-Unis est caractérisée par un surplus relatif de capital et une insuffisance relative de travail apparaît fausse »⁴.

La théorie d'E. Hecksher et B. Ohlin semble apparemment démentie. En réalité, explique Leontief, ce résultat paradoxal doit être attribué à la très forte productivité des travailleurs américains : « Une année de travailleur américain serait équivalente à admettons trois années de travailleur étranger... Ainsi multipliée par trois, chiffre le plus faible que suggèrent les données non ajustées, la dotation américaine en capital, par unité de travail « équivalent », devient comparativement plus faible, et non plus forte, que celle de nombreux autres pays »⁴.

4. Wassili LEONTIEF, *Production domestique et commerce international : réexamen de la position capitaliste des Etats-Unis*, reproduit dans [9].

Leontief explique cette productivité supérieure des travailleurs américains, non par la quantité importante de capital utilisée par travailleur dans l'industrie américaine — substitution technologique qui, selon lui, pourrait être imitée par les pays étrangers —, mais par l'éducation, la qualification de ces travailleurs et surtout par « l'esprit d'entreprise et la supériorité de l'organisation aux Etats-Unis ». Par le biais de cette confrontation de la théorie des dotations en facteurs de production avec la réalité du commerce extérieur des Etats-Unis à un moment donné, Leontief montre qu'il ne suffit pas de considérer les facteurs de production « simples » — terre, travail, capital — mais que pour comprendre l'évolution des échanges internationaux il est nécessaire d'étudier les caractéristiques spécifiques qui affectent chacun de ces facteurs suivant les pays.

E) *La théorie du cycle du produit (Raymond Vernon)*

Affinant cette étude des facteurs de production, M. V. Posner a mis en évidence le rôle de l'*écart technologique* dans le développement des échanges entre pays à structures économiques semblables [18]. Le pays dans lequel se produit une innovation dispose d'un avantage commercial aussi longtemps que celle-ci n'est pas adoptée dans d'autres pays par des « imitateurs », c'est-à-dire que l'écart technologique n'est pas comblé.

Poursuivant dans la même voie, D. B. Keesing a montré qu'il existe aux Etats-Unis un lien entre l'importance relative des dépenses consacrées à la recherche par une entreprise (ou un secteur) et sa performance à l'exportation, les exportations américaines diminuant ou disparaissant lorsque l'avance technologique des Etats-Unis dans le secteur considéré diminue ou disparaît [5 et 6].

Raymond Vernon a généralisé le rôle de l'innovation dans les exportations et les investissements directs à l'étranger en étudiant plus particulièrement le comportement des firmes américaines [23, chap. 3]. Dans sa théorie du cycle

du produit, il montre qu' « une production traverse généralement une série de phases : démarrage, croissance exponentielle, ralentissement et déclin, qui correspondent à l'introduction du produit sur le marché, à sa diffusion, à la maturation et à la sénescence ». Au cours des premières phases, la firme exploite son innovation sur le marché national. Mais, peu à peu, son avance technologique diminue et le marché du nouveau produit se stabilise. Dès lors, la firme cherche à exploiter son avance technologique sur le marché européen. Dans un premier temps, elle le fait en exportant. Par la suite, la demande extérieure augmentant, elle sera tentée de produire directement à l'étranger. Quand le marché européen sera saturé, à son tour, elle pourra exploiter son avantage technologique sur les marchés des pays en développement. Ainsi, au cycle d'exploitation d'une innovation aux Etats-Unis correspond un cycle similaire de diffusion de celle-ci à l'étranger, ce second cycle étant décalé dans le temps par rapport au cycle interne.

F) *Le « développement en vol d'ois sauvages »*
(*Kaname Akamatsu*)

Etudiant plus particulièrement le développement du Japon, un économiste japonais, Kaname Akamatsu, a élaboré dès 1935 une théorie du développement en vol d'ois sauvages qui apparaît, dans une certaine mesure, comme une théorie du cycle du produit adaptée à des pays en développement.

Dans un premier temps, le pays en développement n'exporte que des matières premières. Les importations en provenance de pays déjà développés peuvent seules satisfaire sa demande intérieure de produits manufacturés. A ce stade, le pays développe essentiellement ses échanges, non avec ses voisins dont les structures économiques sont généralement semblables aux siennes, mais avec des pays développés qui ont des structures économiques très différentes.

Dans un second temps, la croissance de la demande domestique permet de rentabiliser la fabrication sur place de produits de consommation manufacturés. Pour ces produits, la production nationale tend progressivement à se substituer aux importations dont la régression peut, éventuellement, être encouragée par des mesures protectionnistes. En revanche, les importations de biens d'équipement — rendus nécessaires par le développement des industries de consommation — se développent.

Dans un troisième temps, les producteurs locaux s'attaquent aux marchés des pays voisins. En même temps, les importations de matières premières en provenance de pays moins développés augmentent. On assiste donc à une expansion des échanges entre pays en développement. Simultanément, le pays considéré entreprend une production de biens d'équipement qui seront, à leur tour, exportés dans un quatrième temps.

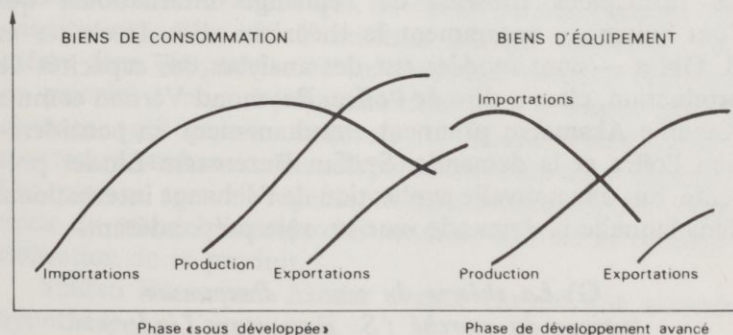


FIG. 1. — Les différentes phases du « développement en vol d'oies sauvages »

« Les oies sauvages vont en automne au Japon, en provenance de la Sibérie où elles retournent au printemps, et elles volent selon des formes en V inversées, qui se recouvrent en partie, à la manière des courbes du graphique ci-dessus » (Kaname AKAMATSU [I, p. 206]).

Akamatsu remarque qu'en réalité, dans la mesure où il y a différentes sortes de biens de consommation et de biens d'équipement, le cycle — importations, production domestique, exportations — ne s'observe pas seulement deux fois, d'abord pour les biens de consommation, puis pour les biens d'équipement, mais qu'il y a une succession de tels cycles concernant des produits de plus en plus sophistiqués au sein de chacune de ces deux catégories.

Par ailleurs, Akamatsu note qu'au fur et à mesure que les pays moins développés atteignent la seconde phase pour un nombre croissant de produits, les pays qui les précèdent dans le développement exportent vers ces derniers des produits de plus en plus sophistiqués. Ainsi, l'intensité et la nature des échanges entre les pays se modifient progressivement en fonction de la place de chacun d'eux dans le développement en vol d'oiseaux sauvages, de leur « ordre de vol » pourrait-on dire⁵.

La loi des avantages comparatifs de Ricardo comme les principales théories de l'échange international qui l'ont suivie — notamment le théorème d'E. Heckscher et B. Ohlin — sont fondées sur des analyses des capacités de production, c'est-à-dire de l'offre. Raymond Vernon comme Kaname Akamatsu prennent simultanément en considération l'offre et la demande. Staffan Burenstam Linder présente, lui, une nouvelle explication de l'échange international dans laquelle la demande joue un rôle prépondérant.

G) *La théorie du sentier d'expansion
typique du marché (S. Burenstam Linder)*

Le premier principe qu'énonce Staffan Burenstam Linder est le suivant :

« La gamme des produits exportables est déterminée par la demande domestique. C'est une condition nécessaire mais non

5. Nous verrons dans le chapitre IV que cette théorie de Kaname Akamatsu explique encore dans une très large mesure la configuration actuelle des échanges extérieurs du Japon.

suffisante qu'un produit soit consommé (ou investi) dans son pays d'origine pour qu'il soit potentiellement exportable » [2, p. 87].

Selon Burenstam Linder, un industriel n'entreprend une production que pour répondre à des « besoins économiques clairement discernables ». Or, il est vraisemblable qu'il s'apercevra de l'existence de tels besoins dans son pays plutôt qu'à l'étranger. Par conséquent, il va orienter sa production vers le marché domestique et ce n'est que quand celui-ci tendra à se saturer qu'il va chercher de nouveaux débouchés. S. Burenstam Linder note à ce propos : « Quelle que soit la part d'une production consacrée à l'exportation, celle-ci est la fin et non le commencement d'un sentier d'expansion typique du marché. Le marché international n'est rien d'autre qu'une extension au-delà des frontières nationales de la propre activité économique d'un pays » [2, p. 88].

Le marché domestique apparaît donc comme un « banc d'essai » des innovations qui, en cas de succès, peuvent être ensuite exportées. S. Burenstam Linder remarque que, même dans l'hypothèse où un industriel voudrait répondre en priorité à un « besoin extérieur », il y aurait peu de chances qu'il puisse concevoir le produit correspondant exactement au besoin ressenti par le consommateur étranger. Du reste, en serait-il capable, sa méconnaissance des conditions du marché étranger lui rendrait difficile la commercialisation de ce produit.

Staffan Burenstam Linder avance ensuite une seconde hypothèse :

« Les échanges potentiellement les plus intenses sont ceux entre les pays ayant des structures de demande semblables, c'est-à-dire des pays pour lesquels le niveau de revenu par tête est comparable » [2, p. 94].

En effet, pour que les consommateurs d'un pays soient demandeurs des biens exportés par un autre pays — biens produits initialement pour répondre à la demande domes-

tique de ce dernier pays — il est nécessaire que les structures de la demande des deux pays soient semblables. Or, les variations du revenu entraînent des modifications non seulement quantitatives mais aussi qualitatives de la demande. Par conséquent, en règle générale, les structures de la demande seront d'autant plus semblables dans deux pays — et donc le commerce entre ces deux pays plus important — que le niveau de leur revenu par tête sera voisin.

Pour des revenus par tête similaires, le « commerce potentiel » sera proportionnel à la taille respective de chaque partenaire commercial. Ainsi, Burenstam Linder explique que si le PNB d'un pays A est cinq fois supérieur à celui d'un pays B, le pays C importera cinq fois plus du pays A que du pays B.

En fin de compte, il apparaît donc que le « commerce potentiel » d'un pays comprendra les produits ayant fait l'objet d'une demande intérieure « représentative » et se réalisera avec des pays à niveau de revenu comparable en fonction de la taille de chacun d'eux. Staffan Burenstam Linder illustre cette conclusion à l'aide d'un schéma (fig. 2).

Reste à se demander quels sont les produits *potentiellement* exportables qui seront *effectivement* exportés. Burenstam Linder demeure à ce sujet relativement imprécis, considérant qu'un grand nombre de facteurs économiques, psychologiques, sociologiques, politiques, culturels, etc., entreront en jeu pour sélectionner parmi les biens exportables ceux qui seront réellement exportés. Il note, par ailleurs, que certains produits pourront être à la fois importés et exportés par les deux coéchangistes : « La différenciation illimitée — réelle ou guidée — pour certains produits peut, en association avec les idiosyncrasies apparemment sans restriction des acheteurs, rendre florissant le commerce de biens — en pratique — identiques ; ainsi, des bateaux apportant de la bière européenne au Milwaukee, importeront-ils de la bière américaine en Europe » [2, p. 102].

Enfin, S. Burenstam Linder précise que sa théorie ne s'applique qu'aux échanges de biens manufacturés, les

Si les échanges seront d'autant plus intenses que les pays se trouveront à des niveaux de développement comparables, au fur et à mesure que les chevauchements entre deux zones s'élargiront, les échanges entre les pays les composant se développeront. Ainsi, l'insertion des pays en développement dans les échanges internationaux de produits manufacturés se ferait par paliers. Contrairement aux échanges résultant d'un renforcement de la division internationale du travail, les échanges qui découleraient d'une telle insertion progressive des pays en développement dans l'économie mondiale s'inscriraient dans le prolongement de la demande interne de chaque région et ne s'opposeraient donc pas à un développement autocentré du Tiers Monde comme des pays industrialisés.

L'instauration d'un système monétaire international privilégiant le développement interne des économies serait de nature à faciliter considérablement cette nouvelle orientation. En réalité, on assiste depuis plusieurs années déjà à une réforme évolutive qui paraît aller dans ce sens.

Tout d'abord, après une période caractérisée par des variations erratiques intenses des taux de change, le flottement des monnaies est maintenant de plus en plus contrôlé. Cette évolution pourrait finalement déboucher sur l'établissement d'un système de changes ajustables en fonction d'indicateurs objectifs combinant la stabilité inhérente aux changes fixes et l'ajustement propre aux changes flottants.

Ensuite, le rôle du DTS est peu à peu renforcé. La création d'un compte de substitution serait une étape importante dans la lente montée en puissance de cette « monnaie » exclusivement internationale. Cependant, on voit mal comment celle-ci pourrait véritablement concurrencer le dollar comme instrument privilégié des transactions officielles internationales sans de nouvelles initiatives du FMI, notamment un assouplissement des règles d'utilisation du DTS, allant jusqu'à permettre son « transit » dans des circuits privés.

Enfin, le « désendettement » des pays pauvres, puis une

politique mondiale visant notamment à amorcer et à développer une demande solvable au sein des pays en développement seraient, sans doute, nécessaires pour permettre la réorientation de ces derniers vers un développement auto-centré. La création d'un « lien » entre l'émission de DTS et l'aide au développement pourrait jouer, à cet égard, un rôle décisif.

La Communauté économique européenne pourrait donner l'exemple d'un développement régional autocentré. Pour ce faire, un plan européen de grande envergure visant à accroître, dans les plus brefs délais, l'autonomie de la Communauté européenne devrait être lancé. S'attaquant aux racines mêmes du déséquilibre extérieur, notamment à la dépendance énergétique, un tel plan rendrait possible une relance collective des économies européennes sans créer de déficit extérieur durable. Au contraire, il contribuerait à diminuer les importations européennes. Les possibilités nouvelles offertes par le Système monétaire européen pourraient être élargies pour financer ce plan dans le cadre d'une véritable politique économique et monétaire spécifiquement communautaire.

En fait, contrairement aux affirmations fatalistes que l'on entend ici où là, on peut penser que les remèdes pour sortir de la crise économique existent. Mais l'Histoire — notamment celle de la crise de 1929 — montre la difficulté qu'éprouvent les gouvernements pour rompre avec les routines et les dogmes communément admis, pour renoncer à des politiques dont l'inefficacité est pourtant patente. L'Histoire enseigne également que les stratégies nouvelles finissent souvent par s'imposer. Ce qui apparaissait d'abord comme utopique et inacceptable peut être considéré quelques années plus tard comme la seule voie possible.



BIBLIOGRAPHIE¹

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE I

Les fondements théoriques du développement extraverti

- [1] AKAMATSU (Kaname), A theory of unbalanced growth in the world economy, *Weltwirtschaftliches Archiv*, Université de Kiel, 1967, band 86, heft 2, p. 218-231.
- [2] BURENSTAM LINDER (Staffan), *An Essay on trade and transformation*, Uppsala, 1961, Amqvist & Wilksells boktryckeri AB.
- [3] FLATTERS (Frank), Commodity price equalization : a note on factor mobility and trade, *The American Economic Review*, juin 1972.
- [4] GUILLOCHON (Bernard), *Théories de l'échange international*, Paris, PUF, 1976.
- [5] KEESING (Donald), Labor skills and comparative advantage, *American Economic Review*, mai 1966.
- [6] KEESING (Donald), The impact of research and development on US trade, *Journal of Political Economy*, février 1967.
- [7] KEYNES (John M.), *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, Paris, Petite Bibliothèque Payot.
- [8] KRAVIS (I. B.), Availability and other influences on the commodity composition of trade, *Journal of Political Economy*, avril 1956.
- [9] LASSUDRIE-DUCHÊNE (Bernard), *Echange international et croissance* (choix de textes présentés par), Paris, Ed. Economica, 1972.

1. Les études consacrées à l'économie internationale sont innombrables. Il ne peut donc être question de proposer une bibliographie un tant soit peu exhaustive. Nous avons choisi de mentionner essentiellement les écrits que nous avons utilisés pour la rédaction de ce texte et auxquels, pour la plupart, nous nous référons dans celui-ci.

- [10] LASSUDRIE-DUCHÊNE (Bernard), La demande de différence et l'échange internationale, *Economies et Sociétés*, t. V, n° 6, juin 1971.
- [11] LASSUDRIE-DUCHÊNE (Bernard) et MUCCHIELLI (Jean-Louis), Les échanges intra-branches et la hiérarchisation des avantages comparés dans le commerce international, *Revue économique*, mai 1979.
- [12] MACHLUP (Fritz), *International trade and the national income multiplier*, Philadelphie, Blakiston, 1943.
- [13] MARCY (Gérard), *Economie internationale*, Paris, PUF, coll. « Thémis ».
- [14] MEADE (James), *The theory of international economic policy*, vol. 2 : *Trade and welfare*, Londres, Oxford University Press, 1955.
- [15] MILL (John Stuart), *Principles of political economy*, Londres, W. J. Ashley, Longmans, Green & Co., 1909.
- [16] MUCCHIELLI (Jean-Louis) et SOLLOGOUB (Michel), *L'échange international, fondements théoriques et analyses empiriques*, Paris, Ed. Economica, 1980.
- [17] MUNDELL (Robert), International trade and factor mobility, *The American Economic Review*, juin 1957.
- [18] POSNER (M. V.), International trade and technical change, *Oxford Economic Papers*, vol. 13, 1961, p. 323 à 341.
- [19] RICARDO (David), Des principes de l'économie politique et de l'impôt, *Œuvres complètes*, Osnabrück, Otto Zeller.
- [20] SAMUELSON (Lee), La prévision économique et sa dimension internationale, *L'Observateur de l'OCDE*, Paris, janvier 1976.
- [21] SMITH (Adam), *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, Paris, Gallimard, 1976, coll. « Idées ».
- [22] TAPINOS (Georges), *L'économie des migrations internationales*, Paris, Presses de la FNSP, 1974.
- [23] VERNON (Raymond), *Les entreprises multinationales*, Paris, Ed. Calmann-Lévy, 1973.
- [24] WEILLER (Jean), *Problèmes d'économie internationale*, Paris, PUF.
- [25] WEILLER (Jean) et COUSSY (Jean), *Economie internationale*, Paris, La Haye, Ed. Mouton-EHES.

CHAPITRE II

La mutation du système monétaire international libéral

- [26] BAIROCH (Paul), Commerce international et genèse de la Révolution industrielle anglaise, *Annales ESC*, XXVIII, 2, mars-avril 1972.

- [27] BAIROCH (Paul), *Commerce extérieur et développement économique de l'Europe au XIX^e siècle*, Paris, Ed. Mouton-EHES, 1976.
- [28] BANQUE MONDIALE, *Borrowing in international capital markets*, rapports trimestriels, Washington.
- [29] BANQUE DES RÈGLEMENTS INTERNATIONAUX, *Rapports annuels*, Bâle.
- [30] BARKER (T. C.), L'économie britannique de 1900 à 1914 : déclin et progrès, *Revue d'histoire économique et sociale*, vol. 52, 2, 1974.
- [31] BLOOMFIELD (Arthur I.), La politique monétaire dans le régime de l'étalon-or international 1880-1914, *Bulletin d'information et de documentation de la Banque nationale de Belgique*, janvier 1959.
- [32] BROOKINGS INSTITUTION (15 experts internationaux sous l'égide de la), *Economic relation between East and West : prospects and problems*, Washington, septembre 1978.
- [33] CHAMPION (Pierre) et TRAUMAN (Jacques), *Mécanismes de change et marché des euro-dollars*, Paris, Ed. Economica, 1978.
- [34] CROUZET (François), *L'économie de la Grande-Bretagne victorienne*, Paris, SEDES, 1978.
- [35] DEHEM (Roger), *De l'étalon-sterling à l'étalon-dollar*, Paris, Ed. Calmann-Lévy, 1972.
- [36] DESPRES (E.), KINDLEBERGER (C.), SALANT (W.), The dollar and world liquidity : a minority view, *The Economist*, Londres, 5-2-1966.
- [37] EMMINGER (Otmar), *Les trente ans du deutsche mark*, Rapport mensuel de la Deutsche Bundesbank, juin 1978.
- [38] FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL, *Rapports annuels*, Washington.
- [39] GRJEBINE (André) et GRJEBINE (Tovy), *La réforme du système monétaire international*, Paris, PUF, 1973.
- [40] KEYNES (John M.), *A treatise on money*, Londres, Macmillan, 1930.
- [41] KEYNES (John M.), *Essais sur la monnaie et l'économie*, Paris, Petite Bibliothèque Payot, 1972.
- [42] LELART (Michel), *Le dollar, monnaie internationale*, Paris, Ed. Albatros, 1976.
- [43] MAYER (Helmuth), Credit and liquidity creation in the international banking sector, BRI, *Economic papers*, n° 1, Bâle, novembre 1979.
- [44] MORGAN GUARANTY TRUST COMPANY OF NEW YORK, *World financial markets*, bulletin mensuel, New York.
- [45] OCDE, *Perspectives économiques*, rapport semestriel, Paris.

- [46] SCANLON (Ch. J.), FRIEDMAN (M.), SWOBODA (A.), de LATTRE (A.), BERNSTEIN (E.), KINDLEBERGER (C.), EMMINGER (O.) et autres, *L'Euro-dollar*, Paris, Ed. Calmann-Lévy, 1971.
- [47] SCHARRE (Hans Eckart), *Currency diversification in international trade and payments*, rapport au Colloque de la SUERF, Bâle, 10-12 mai 1979.
- [48] TRIFFIN (Robert), *Le système monétaire international*, Paris, Ed. Clé, 1969.
- [49] VILAR (Pierre), *Or et monnaie dans l'histoire*, Paris, Ed. Flammarion, 1974.

CHAPITRE III

Les nouveaux déséquilibres économiques internationaux

- [50] AMIN (Samir), *Le développement inégal*, Paris, Ed. de Minuit, 1973.
- [51] BAIROCH (Paul), *Le Tiers Monde dans l'impasse*, Paris, Gallimard, 1971, coll. « Idées ».
- [52] BALASSA (Bela), The changing international division of labor in manufactured goods, *World Bank staff working paper No. 329*, Washington, Banque mondiale, mai 1979.
- [53] BANQUE MONDIALE, *Rapport sur le développement dans le monde*, annuel depuis 1978, Washington.
- [54] BERTHELOT (Jacques), Un exemple de contre-réforme agraire au Togo, *Le Monde diplomatique*, juillet 1979.
- [55] *Cahiers français*, Redéploiement industriel ou protectionnisme, n° 192, Paris, La Documentation française, novembre 1979.
- [56] DONGES (Juergen B.), A comparative survey of industrialisation policies in fifteen semi-industrial countries, *Weltwirtschaftliches Archiv*, vol. 112, chap. 4, 1976, Université de Kiel.
- [57] FAO, *Examen et analyse de la réforme agraire et du développement rural dans les pays en voie de développement depuis le milieu des années soixante*, CMRADR/INF 3, Rome, 1979.
- [58] FARHI (André), *L'industrie africaine et la division internationale du travail*, Dakar, IADEP, juillet 1977.
- [59] GATT, *Rapports annuels*, Genève.
- [60] GIERSCH (H.), *The international division of labour*, Institut für Weltwirtschaft, Université de Kiel, 1974.
- [61] GRJEBINE (André), La spécialisation internationale : coûts probables pour les pays industrialisés, *Revue Tiers Monde*, avril-juin 1977.

- [62] GRJEBINE (André), *Le redéploiement industriel*, supplément *Universalia 1980* de l'*Encyclopaedia Universalis*, Paris, 1980.
- [63] GRJEBINE (André), *L'état d'urgence*, Paris, Ed. Flammarion, 1983.
- [64] GRJEBINE (André) (sous la direction de), *Théories de la crise et politiques économiques*, coll. « Point », Ed. du Seuil, 1986.
- [65] GUERNIER (Maurice), *Tiers Monde : trois quarts du monde*, Rapport au Club de Rome, Paris, Ed. Dunod, 1980.
- [66] HENRY (Paul-Marc), *La Communauté économique européenne devant les changements dans la division internationale du travail* (rapport du groupe d'experts présidé par), Commission des Communautés européennes, Bruxelles, janvier 1979.
- [67] IFRI, *Rapports Ramsès*, Ed. Economica.
- [68] *Interfuturs*, Face aux futurs : pour une maîtrise du vraisemblable et une gestion de l'imprévisible, OCDE, Paris, Ed. Economica, 1979.
- [69] INTERNATIONAL INSTITUTE FOR STRATEGIC STUDIES, *Strategic survey*, Londres, 1979.
- [70] JEANNENEY (Jean-Marcel), *Pour un nouveau protectionnisme*, Paris, Ed. du Seuil, 1978.
- [71] JOHANSEN (Aslaug M.), *La Corée du Sud : une mutation difficile*, *Intersocial*, n° 58, mars 1980.
- [72] KOREA DEVELOPMENT INSTITUTE, *Long-term prospect for economic and social development 1977-1991*, Séoul, Corée du Sud, 1978.
- [73] LACROIX (Jean-Louis), *Panorama des mutations internationales*, rapport préparatoire au II^e Congrès des Economistes belges de Langue française, Liège, 5-6 novembre 1976.
- [74] MAZIER (J.), BASLE (M.), VIDAL (J.-F.), *Quand les crises durent...*, Ed. Economica, 1984.
- [75] MONTBRIAL (Thierry de), *L'énergie : le compte à rebours*, Paris, Ed. J. C. Lattès, 1978.
- [76] OCDE, *Coopération pour le développement*, rapports annuels, Paris.
- [77] OCDE, *Pourquoi des politiques d'ajustement positives ?*, Paris, juin 1979.
- [78] OCDE, *L'incidence des nouveaux pays industriels sur la production et les échanges des produits manufacturés*, rapport du Secrétaire général, Paris, 1979.
- [79] ONUDI, *Etude sur l'industrie pétrochimique*, Vienne, 1978.
- [80] STOFFAES (Christian), *La grande menace industrielle*, Paris, Ed. Calmann-Lévy, 1978.
- [81] TEVOEDJRE (Albert), *La pauvreté, richesse des nations*, Paris, Ed. Ouvrières, 1978.

- [82] THARAKAN (P. K. M.), *La division internationale du travail et les entreprises multinationales*, Paris, CEEIM, PUF, 1979.
- [83] TIANO (André), *La dialectique de la dépendance*, Paris, PUF, 1977.
- [84] TINBERGHEN (Jan), *Nord/Sud : du défi au dialogue*, Rapport au Club de Rome, Paris, Ed. Dunod, 1978.

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE IV

*Vers un développement autocentré
des régions du monde*

Etudes déjà citées : AKAMATSU [1], BURENSTAM LINDER [2], LASSUDRIE-DUCHÊNE [11], WEILLER [24], Banque mondiale [53], *Cahiers français* [55], GRJEBINE [63], HENRY [66], JEANNENEY [70], LACROIX [73], OCDE [76], STOFFAES [80].

- [85] CEPIL, Spécialisation et adaptation face à la crise, *Economie prospective internationale*, n° 1, La Documentation française, janvier 1980.
- [86] CHOURAQUI (Ghislain), *La spécialisation internationale de l'économie japonaise*, thèse ronéotée pour le doctorat d'Etat ès sciences économiques, Université de Paris I, Panthéon-Sorbonne, mai 1975.
- [87] BANDT (Jacques de) et SIPEK (Kira), *Une structure industrielle optimale pour la France — préférences de structure et optimisation de la structure industrielle*, Paris, Ed. Cujas, 1980.
- [88] ECONOMIC PLANNING AGENCY, *New Economic and Social Seven-year Plan*, Tokyo, Government of Japan, août 1979.
- [89] GEPI, *Stratégies de spécialisation et politiques industrielles*, Paris, juin 1978.
- [90] GOVERNMENT OF INDIA, *Economic survey*, rapports annuels, New Delhi.
- [91] JETRO, *White paper on international trade*, Tokyo, 1979.
- [92] JOHANSEN (Aslaug M.), Le Japon à l'heure de la crise, *Intersocial*, n° 58, Paris, mars 1980.
- [93] LAFAY (Gérard), *Dynamique de la spécialisation internationale*, Paris, Ed. Economica, 1979.
- [94] MALAUSSENA DE PERNO (Jean-Louis), *Spécialisation internationale et développement économique*, Paris, Ed. Economica, 1975.
- [95] MALAUSSENA DE PERNO (Jean-Louis), Avantage comparatif et redéploiement industriel, *Banque*, mars-avril 1978.

- [96] MITI, *Japan's industrial structure — a long range vision*, Tokyo, octobre 1978.
- [97] NORDISKE ARBEJDERKONGRES, *Aktionsprogram om Økonomi of beskæftigelse for den internationale arbejderbevaegelses indsats i 1980'erne*, Copenhagen, juin 1979.
- [98] PALÉOLOGUE (Eustache), *Les nouvelles relations économiques internationales*, Paris, PUF, 1980.
- [99] SAUTTER (Christian), *Japon : le prix de la puissance*, Paris, Ed. du Seuil, 1972.
- [100] SAUTTER (Christian), Croissance et stratégie internationale du Japon, *Economie et Statistique*, n° 7, INSEE, février 1978.
- [101] STOFFAES (Christian) et HORS (Michel), Une analyse multicritères des priorités sectorielles du redéploiement industriel, *Revue RCB*, Paris, mars 1977.
- [102] YAMAZAWA (I.), Industry growth and foreign trade — a study of Japan's steel industry, *Hitotsubashi Journal of Economics*, vol. 12, n° 2, février 1972.

CHAPITRE V

La réforme évolutive du système monétaire international

- [103] BOURGUINAT (Henri), *Le flottement des monnaies*, Paris, PUF, 1977.
- [104] COULBOIS (Paul), *Finance internationale : Le change*, Paris, Ed. Cujas, 1979.
- [105] DENIZET (Jean), *La grande inflation*, Paris, PUF, 1977.
- [106] DORNBUSCH (R.) et KRUGMAN (P.), *Flexible exchange rates in the short run : Brookings papers on economic activity*, 3-1976, Washington.
- [107] FMI, *Réforme monétaire internationale*, rapport du Comité des Vingt, Washington, 1974.
- [108] FMI, *Deuxième amendement aux statuts du FMI*, rapport des administrateurs au Conseil des Gouverneurs, Washington, mars 1976.
- [109] FMI, *La surveillance des politiques de taux de change*, *Finances et Développement*, Washington, juin 1977.
- [110] GRJEBINE (André), Rapport sur les propositions intermédiaires entre les changes fixes et les changes flexibles, *Chroniques d'actualité*, SEDEIS, septembre 1970.
- [111] HABERMEIER (Walter), Le DTS comme unité de compte internationale, *Finances et Développement*, FMI, mars 1979.
- [112] KEYNES (John. M.), Proposals for an international clearing union, white paper, *CMD 64-37, Government britannique*, avril 1943.

- [113] LELART (Michel), *Les opérations du FMI*, Paris, Ed. Economica, 1981.
- [114] YOUNG (John H.), Surveillance des politiques de taux de change, *Finances et Développement*, FMI, Washington, septembre 1977.

CHAPITRE VI

Les perspectives du système monétaire européen

- [115] BANQUE DE FRANCE, *Le système monétaire européen*, bulletin trimestriel, mars 1979.
- [116] DEUTSCHE BUNDESBANK, *Le système monétaire européen*, rapport mensuel de la Bundesbank, 31^e année, n^o 3, mars 1979.
- [117] GRJEBINE (Tovy) (sous la direction de), *Récession et relance*, Paris, Ed. Economica, 1984.
- [118] MAGNIFICO (Giovanni), *L'Europe par la monnaie : une nouvelle approche*, Paris-Limoges, éd. Lavauzelle, 1974.
- [119] MAGNIFICO (Giovanni), *L'unification monétaire européenne*, *Banque*, octobre 1978.

LISTE DES TABLEAUX

1. Le Royaume-Uni face au monétarisme.
2. Evolution des réserves officielles détenues par les banques centrales (1913-1983).
3. Evolution du marché des euro-devises (1964-1984).
4. Dette publique extérieure et ratios du service de la dette de quelques pays en voie de développement en 1982.
5. Endettement des pays de l'Est.
6. Emprunts en euro-crédits par pays (1981-1984).
7. Ventilation par monnaie de l'activité bancaire internationale (1981-1983).
8. Exportations des pays en voie de développement par régions (1970-1982).
9. Structure des exportations hors produits pétroliers (1955-1980).
10. Part des produits spécifiques dans les exportations (en valeur) de certains pays en développement (moyenne 1979-1982).
11. Taux de croissance des importations de biens manufacturés pour certains pays.
12. Exportations de biens manufacturés (1978-1979).
13. Caractéristiques de l'industrialisation dans les PVD (1976-1977).
14. Evolution du rapport exportations/production pour quelques-uns des principaux produits exportés par le Japon.
15. Le panier définissant l'écu.

LISTE DES TABLEAUX

- 1. Le Royaume-Uni face à l'Europe
- 2. L'évolution des échanges commerciaux entre les pays de l'Europe (1970-1975)
- 3. L'évolution des échanges commerciaux entre les pays de l'Europe (1970-1975)
- 4. L'évolution des échanges commerciaux entre les pays de l'Europe (1970-1975)
- 5. L'évolution des échanges commerciaux entre les pays de l'Europe (1970-1975)
- 6. L'évolution des échanges commerciaux entre les pays de l'Europe (1970-1975)
- 7. L'évolution des échanges commerciaux entre les pays de l'Europe (1970-1975)
- 8. L'évolution des échanges commerciaux entre les pays de l'Europe (1970-1975)
- 9. L'évolution des échanges commerciaux entre les pays de l'Europe (1970-1975)
- 10. L'évolution des échanges commerciaux entre les pays de l'Europe (1970-1975)
- 11. L'évolution des échanges commerciaux entre les pays de l'Europe (1970-1975)
- 12. L'évolution des échanges commerciaux entre les pays de l'Europe (1970-1975)
- 13. L'évolution des échanges commerciaux entre les pays de l'Europe (1970-1975)
- 14. L'évolution des échanges commerciaux entre les pays de l'Europe (1970-1975)
- 15. L'évolution des échanges commerciaux entre les pays de l'Europe (1970-1975)

LISTE DES FIGURES

1. Les différentes phases du « développement en vol d'oiseaux sauvages » (E. AKAMATSU).
2. Détermination des biens potentiellement exportables (S. BURENSTAM LINDER).
3. La transformation des euro-devises sur le marché de Londres au 16 août 1978.
4. Taux de change des principales monnaies vis-à-vis du dollar (1975-1984).
5. Evolution du prix officiel du pétrole et de la production OPEP et non OPEP.
6. Effets d'un commerce équilibré avec les pays en développement sur l'emploi global dans l'hypothèse de salaires identiques dans les secteurs concurrencés et dans les nouveaux secteurs exportateurs.
7. Evolution de quelques variables susceptibles d'influer sur l'inflation en France (1952-1980).
8. Schéma simplifié d'une relance non sélective.
9. Schéma simplifié d'une relance autocentrée.
10. Solde des transactions courantes, y compris les transferts officiels, en pourcentage au PNB, des principaux pays industrialisés (1972 - 1^{er} trimestre 1984).
11. Exemples d'applications d'indicateurs objectifs combinés.
12. Schéma du mécanisme de désendettement des pays en développement.
13. Schéma du mécanisme de régulation des cours des matières premières et de la conjoncture mondiale.
14. Première variante d'une politique économique européenne.
15. Deuxième variante d'une politique économique européenne.

LISTE DES FIGURES

1. Les différents plans du développement en sixième année (M. GAZDAR)
2. Développement des deux paramètres en sixième et septième années (L. GAZDAR)
3. Les transformations des sixième et septième années (L. GAZDAR)
4. Les changements des paramètres en sixième et septième années (L. GAZDAR)
5. Evolution des deux paramètres en sixième et septième années (L. GAZDAR)
6. Evolution des paramètres en sixième et septième années (L. GAZDAR)
7. Evolution des paramètres en sixième et septième années (L. GAZDAR)
8. Evolution des paramètres en sixième et septième années (L. GAZDAR)
9. Evolution des paramètres en sixième et septième années (L. GAZDAR)
10. Evolution des paramètres en sixième et septième années (L. GAZDAR)
11. Evolution des paramètres en sixième et septième années (L. GAZDAR)
12. Evolution des paramètres en sixième et septième années (L. GAZDAR)
13. Evolution des paramètres en sixième et septième années (L. GAZDAR)
14. Evolution des paramètres en sixième et septième années (L. GAZDAR)
15. Evolution des paramètres en sixième et septième années (L. GAZDAR)

Imprimé en France
Imprimerie des Presses Universitaires de France
73, avenue Ronsard, 41100 Vendôme
Février 1986 — N° 31 425

L'ÉCONOMISTE

André CHAINEAU

- 1 | **Mécanismes et politique monétaires**
René LECLÈRE
- 2 | **Les méthodes d'organisation et d' « engineering »**
Jean FOURASTIÉ et Jean-Paul COURTHÉOUX
- 3 | **La planification économique en France**
André TIANO
- 4 | **Le développement économique du Maghreb**
Alexandre LAMFALUSSY
- 5 | **Les marchés financiers en Europe**
Geoffroy d'AUMALE
- 6 | **La programmation des décisions**
Alain WOLFELSPERGER
- 7 | **Les biens collectifs**
Francis-J. FABRE
- 8 | **Le contrôle des finances publiques**
Elias GANNAGÉ
- 9 | **Financement du développement**
Marceau LONG et Laurent BLANC
- 10 | **L'économie de la fonction publique**
Jean-Claude CHOURAQUI
- 11 | **Le marché monétaire de Londres depuis 1960**
Louis FORTRAN et Gérard KLEIN
- 12 | **L'épargne des ménages**
Jean PARENT
- 13 | **La concentration industrielle**
Georges GALLAIS-HAMONNO
- 14 | **Les sociétés d'investissement à capital variable (SICAV)**
Edward AMES
- 15 | **Introduction à la macroéconomie**
Jean VINCENS
- 16 | **La prévision de l'emploi**
Guy CAIRE
- 17 | **Théorie et pratique de la politique des revenus**
Pierre-Henri DERYCKE
- 18 | **L'économie urbaine**

- Celso FURTADO
- 19 | **Théorie du développement économique**
- Emil-M. CLAASSEN
- 20 | **Analyses des liquidités et théorie du portefeuille**
- Gilles-Y. BERTIN
- 21 | **L'investissement public international**
- Raymond BERTRAND
- 22 | **Economie financière internationale**
- Hubert LÉVY-LAMBERT et Henri GUILLAUME
- 23 | **La rationalisation des choix budgétaires**
- André PAGE
- 24 | **L'économie de l'éducation**
- Henri VIAUX
- 25 | **Le marché monétaire de Paris**
- N. TIEN PHUC et Gilbert DENNERY
- 26 | **L'économie des télécommunications**
- Joseph KLATZMANN
- 27 | **Les politiques agricoles**
Idées fausses et illusions
- Pierre JARDILLIER
- 28 | **La gestion prévisionnelle du personnel**
- Günter SCHMÖLDERS
- 29 | **Psychologie des finances et de l'impôt**
- Suzanne de BRUNHOFF
- 30 | **La politique monétaire**
Un essai d'interprétation marxiste
- Claudine MARENCO et Jacques URVOY
- 31 | **Les ordinateurs dans la société**
- Geoffrey BELL
- 32 | **Les marchés d'eurodevises**
- Henri CULMANN
- 33 | **Comptabilité fondamentale**
- Guy de LACHARRIÈRE
- 34 | **La stratégie commerciale du développement**
- Jean-Charles HOLL, Jean-Pierre PLAS et Patrick RIOU
- 35 | **Les choix d'investissement dans l'entreprise**
- Jean-Louis GUGLIELMI
- 36 | **Les expériences de la politique monétaire**

- Pierre LE ROY
- 37 | **L'avenir du Marché commun agricole**
- Henry MAHÉ
- 38 | **Le marché des antiquités en France**
- André GRJEBINE et Tovy GRJEBINE
- 39 | **La réforme du système monétaire international**
- Robert TOULEMON et Jean FLORY
- 40 | **Une politique industrielle pour l'Europe**
- Yves LAULAN
- 41 | **Le Tiers Monde et la crise de l'environnement**
- Pierre-Louis REYNAUD
- 42 | **Précis de psychologie économique**
- Jean-Pierre LAFARGUE
- 43 | **Les investissements américains dans les pays industrialisés**
- Bertrand MUNIER
- 44 | **Introduction à la microéconomie**
- Jean VANDAMME et Maurice GUERRIN
- 45 | **La réglementation de la concurrence dans la C.E.E.**
- Jean-Claude PERRIN
- 46 | **Le développement**
- Edmond ALPHANDÉRY et Georges DELSUPEHE
- 47 | **Les politiques de stabilisation**
- Serge LATOUCHE
- 48 | **Le projet marxiste**
Analyse économique et matérialisme historique
- Pierre MAILLET
- 49 | **La construction européenne**
Résultats et perspectives
- Jean-Claude DERIAN et André STAROPOLI
- 50 | **La technologie incontrôlée ?**
- Daniel VITRY
- 51 | **La fiscalité directe dans la croissance de l'entreprise**
- Jean-Claude STORA
- 52 | **Le marché financier américain**
- Daniel STRASSER
- 53 | **Les finances de l'Europe**
- Gilles-Y. BERTIN
- 54 | **Les sociétés multinationales**

- Xavier GREFFE
- 55 | **La politique sociale**
Etude critique
Daniel F. DOLLFUS
- 56 | **Changer l'entreprise par la promotion de l'homme**
Sylvain WICKHAM
- 57 | **Vers une société des consommateurs**
Pierre AUDIGIER et Francis LATAPIE
- 58 | **Télévision et télécommunications aux Etats-Unis**
Alec CAIRNCROSS, Herbert GIERSCH, Alexandre LAMFALUSSI,
Giuseppe PETRILLI, Pierre URI
- 59 | **Stratégie pour l'Europe**
Jacques BOURRINET
- 60 | **La coopération économique eurafricaine**
Bernard GUILLOCHON
- 61 | **Théories de l'échange international**
Michel BEGUERY
- 62 | **L'exploitation des océans : l'économie de demain**
Kenneth ARROW
- 63 | **Les limites de l'organisation**
Michel GARCIN
- 64 | **Une stratégie d'exportation pour l'entreprise**
Pierre AZOULAY
- 65 | **Les mécanismes de l'économie de marché**
Michel GODET
- 66 | **Crise de la prévision. Essor de la prospective**
Exemples et méthodes
Jeanne-Marie PARLY et Danièle BLONDEL
- 67 | **L'inflation de croissance**
Jean DENIZET
- 68 | **La grande inflation. Salaire, intérêt et change**
Jean-Philippe BARDE et Emilio GERELLI
- 69 | **Economie et politique de l'environnement**
Ota ŠIK
- 70 | **Pour une troisième voie**
André CHAINEAU
- 71 | **La mécanique du circuit économique**
André CHAINEAU
- 72 | **La mécanique de l'équilibre économique**

- André BABEAU et Dominique STRAUSS-KAHN
- 73 | **La richesse des Français**
Jean-Jacques SILVESTRE
- 74 | **Les inégalités de salaires**
Marché du travail et croissance économique
Jacques MAZIER
- 75 | **La macroéconomie appliquée**
Robert BADOUIN
- 76 | **Economie et aménagement de l'espace rural**
André GRJEBINE
- 77 | **La nouvelle économie internationale**
De la crise mondiale au développement autocentré
Andrée MIZRAHI, Arié MIZRAHI
- 78 | **La consommation médicale. Microéconomie**
François ECK
- 79 | **Le Trésor**



Voici, après une complète remise à jour, la troisième édition justifiée par l'accueil favorable fait aux deux premières, notamment :

« Un livre passionnant. » Gilles Martinet, *Le Matin*, 2 février 1981.

« Un livre très intéressant. » Robert Lattès, TF 1, 11 février 1981.

« Les propositions révolutionnaires d'un économiste français. » Eugène Silianoff, *Paris-Match*, mai 1981.

« Satisfaction rare : voilà un livre qui, au lieu d'une compilation plus ou moins réussie ou d'une simple description de faits inexpliqués, présente une thèse et la défend avec vigueur... Enfin un livre qui analyse et qui propose. » Jean Denizet, *Banque*, février 1981.

« Ce livre constitue la première tentative sérieuse et argumentée pour sortir du dilemme insoluble " autarcie ou libre échange anarchique ". C'est pourquoi il est important... Grjebine fait avancer d'un grand pas la réflexion sur un thème essentiel. On sort enfin des débats vagues sur la nécessité d'une " autre logique " économique. » Pierre Rosanvallon, *Le Matin*, 3 février 1981.

« Une réflexion ample et ambitieuse qui pose avec clarté l'ensemble des problèmes actuels de l'économie internationale... Libre échange ou protectionnisme ? Sur ce problème, André Grjebine apporte des réponses documentées, claires, et qui passent avec aisance des doctrines aux faits. » *L'Expansion*, mai 1981.

Né en 1948, André Grjebine est docteur d'Etat ès sciences économiques. Il est actuellement chargé de recherche à la Fondation nationale des Sciences politiques (Centre d'Etudes et de Recherches internationales). Il enseigne également l'économie à l'Institut d'Etudes politiques de Paris.

BIBLIOTHEQUE NATIONALE DE FRANCE



3 7502 00203179 9

Participant d'une démarche de transmission de fictions ou de savoirs rendus difficiles d'accès par le temps, cette édition numérique redonne vie à une œuvre existant jusqu'alors uniquement sur un support imprimé, conformément à la loi n° 2012-287 du 1^{er} mars 2012 relative à l'exploitation des Livres Indisponibles du XX^e siècle.

Cette édition numérique a été réalisée à partir d'un support physique parfois ancien conservé au sein des collections de la Bibliothèque nationale de France, notamment au titre du dépôt légal. Elle peut donc reproduire, au-delà du texte lui-même, des éléments propres à l'exemplaire qui a servi à la numérisation.

Cette édition numérique a été fabriquée par la société FeniXX au format PDF.

Couverture :

Conception graphique — Coraline Mas-Prévoist
Programme de génération — Louis Eveillard
Typographie — Linux Libertine, Licence OFL

*

La société FeniXX diffuse cette édition numérique en accord avec l'éditeur du livre original, qui dispose d'une licence exclusive confiée par la Sofia — Société Française des Intérêts des Auteurs de l'Écrit — dans le cadre de la loi n° 2012-287 du 1^{er} mars 2012.